



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/LR

**Arrêté préfectoral imposant à la société industrielle LESAFFRE des prescriptions complémentaires relatives à la réalisation d'une étude sur les odeurs pour la poursuite d'exploitation de son établissement implanté sur les communes de MARCQ-EN-BAROEUL et MARQUETTE-LEZ-LILLE**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 3642, n° 3643 ou n° 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 août 2011 accordant à la société industrielle LESAFFRE l'autorisation d'exploiter une usine de fabrication de levure de panification pour son établissement situé à MARCQ-EN-BAROEUL et une station d'épuration traitant ses effluents aqueux à MARQUETTE-LEZ-LILLE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 6 décembre 2024 ;

Vu le courriel du 17 janvier 2025 de l'exploitant confirmant l'absence d'observation sur le projet d'arrêté susvisé ;

Vu le rapport du 7 février 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. les relevés des niveaux d'odeurs dans l'environnement du site au niveau de zones habitées réalisés par la société industrielle LESAFFRE dans le cadre de son protocole « SNIFF TOUR » montrent que des odeurs faibles à modérées sont ressenties ;
2. plusieurs réclamations de riverains du quartier des hautes loges font état de nuisances olfactives ;
3. le paragraphe 14 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé précise que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles, un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction est mise en œuvre ;
4. l'estimation de l'exposition aux odeurs réalisée par la société industrielle LESAFFRE dans le cadre de son protocole « SNIFF TOUR » nécessite d'être complétée par une étude « odeurs », réalisée par un organisme compétent en la matière, visant à identifier les sources, quantifier les émissions, modéliser la dispersion d'odeurs afin d'identifier la présence de zones d'occupation humaine dans lesquelles la concentration d'odeurs dépasse  $5 \text{ } \mu\text{O}_\text{E}/\text{m}^3$  plus de 175 heures par an et enfin étudier, si nécessaire, les solutions techniques possibles afin de rester en deçà du seuil de  $5 \text{ } \mu\text{O}_\text{E}/\text{m}^3$  plus de 175 heures par an dans les zones d'occupation humaine ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1 – Objet

La société industrielle LESAFFRE, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social sis 137 rue Gabriel Péri 59378 MARCQ-EN-BAROEUL, est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations implantées sur les communes de MARCQ-EN-BAROEUL et MARQUETTE-LEZ-LILLE, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

## Article 2 – Etude « odeurs »

### **Article 2.1 – Définitions**

Concentration d'odeurs (ou niveau d'odeurs) : niveau de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Elle s'exprime en unité d'odeurs européenne par m<sup>3</sup> (uo<sub>E</sub>/m<sup>3</sup>). Elle est obtenue suivant la norme NF EN 13 725.

Débit d'odeurs : produit du débit d'air rejeté exprimé en m<sup>3</sup>/h par la concentration d'odeurs. Il s'exprime en unité d'odeurs européenne par heure (uo<sub>E</sub>/h).

Zone d'occupation humaine : habitations occupées par des tiers, zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, stades ou terrains de camping agréés, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets, commerces, établissements industriels et tertiaires ainsi que les zones de baignade.

### **Article 2.2 – L'exploitant fait réaliser par un organisme compétent une étude « odeurs »**

Cette étude comporte :

- une identification des sources d'odeurs canalisées et diffuses présentes sur le site ;
- une campagne de mesures des concentrations et débits d'odeurs au niveau des sources identifiées ainsi qu'une analyse physico-chimique des composés organiques volatils (screening) ;
- une étude de dispersion afin de vérifier la présence de zones d'occupation humaine dans un rayon de trois kilomètres autour du site et dans lesquelles la concentration d'odeurs dépasse 5 uo<sub>E</sub>/m<sup>3</sup> plus de 175 heures par an ;
- si de telles zones sont identifiées, une détermination des débits d'odeurs à ne pas dépasser sur les sources du site afin de rester en deçà du seuil de 5 uo<sub>E</sub>/m<sup>3</sup> plus de 175 heures par an dans les zones d'occupation humaine et la réalisation d'une étude technico-économique pour l'atteinte de ces objectifs.

### **Article 2.3 – Calendrier**

Identification des sources, campagne de mesures et étude de dispersion : remise du rapport sous 5 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Etude technico-économique (si nécessaire) : remise de l'étude sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

## Article 3 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### Article 4 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

#### Article 5 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### Article 6 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires de MARCQ-EN-BAROEUL et MARQUETTE-LEZ-LILLE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de MARCQ-EN-BAROEUL et MARQUETTE-LEZ-LILLE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires.
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **13 MAI 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

